

**Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique**
Comité des transports**Quatrième session**

Bangkok, 15-17 octobre 2014

Point 2 de l'ordre du jour provisoire *

Examen de la mise en œuvre du Programme d'action régional pour le développement des transports en Asie et dans le Pacifique, phase II (2012-2016)**Examen de la mise en œuvre du Programme d'action régional pour le développement des transports en Asie et dans le Pacifique, phase II (2012-2016)****Note du secrétariat***Résumé*

Dans la Déclaration ministérielle sur le développement des transports en Asie et dans le Pacifique, adoptée par la Conférence ministérielle sur les transports à sa deuxième session, tenue à Bangkok du 12 au 16 mars 2012, les États membres ont reconnu la nécessité de faire preuve d'engagement et de persistance sur le long terme pour traiter des questions cruciales dans le secteur des transports afin de faciliter la croissance économique, d'améliorer les conditions de vie et de renforcer la compétitivité des économies de la région. La Conférence a adopté à cette fin le Programme d'action régional pour le développement des transports en Asie et dans le Pacifique, phase II (2012-2016) et le Cadre stratégique régional pour la facilitation des transports routiers internationaux, qui ont été ultérieurement approuvés par la Commission à sa soixante-huitième session par la résolution 68/4 du 23 mai 2012.

Le présent document met en évidence les principales activités réalisées au titre de la phase II du Programme d'action régional d'octobre 2013 à juin 2014¹, et donne des informations sur les activités prévues au cours de la période biennale en cours. Il est à lire en parallèle avec la note d'information E/ESCAP/CTR(4)/INF/4 qui porte sur les activités menées dans le cadre du Programme d'action régional, phase II (2012-2016).

Le Comité voudra bien examiner les activités décrites dans le présent document et faire part des progrès accomplis par les pays membres dans la mise en œuvre du Programme d'action régional, phase II.

* E/ESCAP/CTR(4)/L.1.

¹ Les activités menées à bien entre 2012 et septembre 2013 sont décrites dans les documents E/ESCAP/FAMT(2)/1 et E/ESCAP/CTR(3)/1.

Table des matières

	<i>Page</i>
I. Introduction.....	2
II. Progrès accomplis dans le cadre du Programme d'action régional, phase II (2012-2016).....	2
A. Définition des grandes orientations au niveau ministériel.....	2
B. Développement des infrastructures de transport	3
C. Facilitation des transports.....	5
D. Logistique des transports	6
E. Financement et participation du secteur privé.....	7
F. Sécurité routière.....	7
G. Développement durable des transports.....	8
H. Les transports et les Objectifs du Millénaire pour le développement.....	9
I. Transports maritimes interinsulaires	9
J. Interconnexion des réseaux sous-régionaux de transport	10
III. Questions à examiner	10

I. Introduction

1. Le Programme d'action régional pour le développement des transports en Asie et dans le Pacifique, phase II (2012-2016) a été adopté par la Conférence ministérielle sur les transports qui s'est tenue à Bangkok en mars 2012. Depuis son adoption, les membres et membres associés de la CESAP coopèrent avec le secrétariat et d'autres partenaires du développement pour réaliser la vision qu'ils partagent d'un système durable de transport et de logistique internationale intermodal intégré pour la région. Le présent document informe ces États des derniers progrès accomplis entre octobre 2013 et juin 2014 dans la mise en œuvre du Programme d'action régional.

2. Les activités se sont articulées principalement autour des domaines thématiques du Programme d'action régional: a) définition des grandes orientations au niveau ministériel; b) développement des infrastructures de transport; c) facilitation des transports; d) logistique des transport; e) financement et participation du secteur privé; f) développement durable des transports; g) sécurité routière; h) les transports et les Objectifs du Millénaire pour le développement; i) transports maritimes interinsulaires; et j) interconnexion des réseaux sous-régionaux de transport. Le présent document est à lire en parallèle avec la note d'information E/ESCAP/CTR(4)/INF/4 qui porte sur les activités menées à bien dans le cadre du Programme d'action régional, phase II (2012-2016).

II. Progrès accomplis dans le cadre du Programme d'action régional, phase II (2012-2016)

A. Définition des grandes orientations au niveau ministériel

Objectif immédiat: promouvoir la coopération régionale et l'initiative politique au niveau ministériel pour le progrès des transports en tant qu'élément clé du développement régional.

3. Etant donné le rôle crucial du secteur des transports dans le développement économique et social de la région, le Forum des ministres asiatiques des transports a été créé pour servir de mécanisme régional officiel de haut niveau susceptible de faciliter la coopération entre les responsables des politiques des transports en Asie. Les ministres des transports et des responsables d'autres ministères concernés se sont réunis à Bangkok du 4 au 8 novembre 2013 pour la deuxième session du Forum. Celui-ci a réuni 168 représentants, dont 22 responsables au niveau ministériel de 26 membres de la Commission et d'un pays non membre, ainsi que des représentants de l'Organisation des Nations Unies, d'autres organisations internationales et organisations non-gouvernementales et associations du secteur privé de l'Asie et du Pacifique.

4. Les participants ont passé en revue les progrès accomplis dans la mise en œuvre du Programme d'action régional, phase II (2012-2016) et discuté des problèmes émergents affectant le développement des transports dans la région. Les travaux ont débouché sur l'adoption de la Déclaration ministérielle sur les transports, en tant que clé du développement durable et de l'intégration régionale, qui offre un cadre général pour l'orientation future des activités du secrétariat. En adoptant la Déclaration, les ministres ont pris l'engagement ferme d'élaborer et de mettre en œuvre dans le secteur des transports, aux niveaux national et régional, des politiques et des stratégies allant dans le sens du développement durable et de l'intégration régionale.

B. Développement des infrastructures de transport

Objectif immédiat: promouvoir la connectivité et la coopération régionales et interrégionales en continuant à aménager et à améliorer les réseaux de la Route d'Asie et du Chemin de fer transasiatique, ainsi que les liaisons de transport Europe-Asie et les ports secs.

5. Après plusieurs années de négociations, l'Accord intergouvernemental sur les ports secs a été adopté au cours de la soixante-neuvième session de la Commission en 2013 par la résolution 69/7. L'Accord a ensuite été ouvert à la signature lors d'une cérémonie qui s'est déroulée le 7 novembre 2013 pendant la deuxième session du Forum des ministres asiatiques des transports.

6. À ce jour, 15 États membres² ont signé l'Accord. Le Gouvernement thaïlandais a déposé un instrument de ratification, devenant ainsi le premier pays à ratifier l'Accord pendant la cérémonie de signature. En 2014, la République de Corée est également devenue partie à l'Accord, ratifiant celui-ci le 22 avril, portant ainsi à deux le nombre des États parties.

7. L'Accord entrera en vigueur lorsqu'au moins huit pays en seront devenus parties par ratification, acceptation, approbation ou accession. Lorsqu'il entrera en vigueur, l'Accord intergouvernemental sur les ports secs, avec l'Accord intergouvernemental sur le réseau de la Route d'Asie et l'Accord intergouvernemental sur le réseau du Chemin de fer transasiatique, s'intégrera à un dispositif de coopération pour le développement coordonné et harmonisé d'un système durable de transport et de logistique international intermodal intégré englobant toute la région.

² Arménie, Cambodge, Chine, Fédération de Russie, Indonésie, Iran (République islamique d'), Mongolie, Myanmar, Népal, République démocratique populaire lao, République de Corée, Sri Lanka, Tadjikistan, Thaïlande et Vietnam.

8. Le secrétariat a également mis en œuvre le projet intitulé « Renforcement des capacités pour le développement et le fonctionnement des ports secs d'importance internationale », avec un financement de la Fédération de Russie. Dans le cadre de ce projet, le secrétariat a effectué des études de cas et étudié les meilleures pratiques se rapportant au développement et à l'exploitation des ports secs à l'intérieur et à l'extérieur de la région. Des directives de politique générale pour la planification et le développement des ports secs ont été établies sur la base de ces travaux pour aider les responsables des transports de la région. Les conclusions des études et les directives de politique générale ont alimenté les discussions au cours d'une série de réunions sous-régionales pour le renforcement des capacités, en 2013 et 2014.

9. S'agissant du réseau de la Route d'Asie, le secrétariat a organisé à Bangkok les 7 et 8 octobre 2013 la cinquième réunion du Groupe de travail de la Route d'Asie qui a adopté des amendements à l'annexe I de l'Accord intergouvernemental sur le réseau de la Route d'Asie qui avaient été proposés par le Cambodge, les Philippines et le Vietnam³. Le secrétariat a réuni, conjointement avec la cinquième réunion du Groupe de travail, le Forum pour l'investissement dans la Route d'Asie à Bangkok les 8 et 9 octobre 2013. On y a présenté et discuté les résultats des études préalables de faisabilité pour les tronçons de la Route d'Asie au Bangladesh, au Kirghizistan, en Mongolie et au Myanmar, effectuées dans le cadre du projet intitulé « Promotion de l'investissement dans le réseau de la Route d'Asie: études préalables de faisabilité des tronçons prioritaires », avec un soutien financier de la Société des autoroutes de Corée.

10. Le développement du Chemin de fer transasiatique continue de rendre service aux États membres en renforçant la connectivité et en facilitant le commerce dans la région. La troisième réunion du Groupe de travail sur le réseau du Chemin de fer transasiatique s'est tenue à Bangkok les 5 et 6 novembre 2013. Celle-ci a adopté des amendements à l'annexe I de l'Accord intergouvernemental sur le réseau du Chemin de fer transasiatique qui avaient été proposés par la Géorgie, la République islamique d'Iran, la République démocratique populaire lao et le Vietnam⁴.

11. Grâce à un soutien financier du Gouvernement de la Fédération de Russie, le modèle d'évaluation des coûts du transport ferroviaire, mis au point par la CESAP, a été actualisé et un nouveau manuel de l'utilisateur mis au point.

12. En réponse à une demande du Gouvernement de la République populaire démocratique de Corée, le secrétariat a collaboré avec l'Université d'État d'ingénierie ferroviaire de Moscou pour organiser à la fin de 2014 dans la capitale russe un cours pour le renforcement des capacités des agents des chemins de fer de ce pays ; le cours sera focalisé sur la transition dans l'alimentation des locomotives de la traction électrique directe au courant alternatif.

13. Le Groupe de travail sur le projet relatif aux transports et aux points de passage frontaliers du Programme spécial des Nations Unies pour les économies d'Asie centrale s'est révélé efficace comme instance de coopération régionale et de mise en commun du savoir depuis son lancement en 1998. Le secrétariat, en coopération avec la Commission économique pour l'Europe, a prêté son concours au Ministère kazakh des transports et des

³ Voir E/ESCAP/AHWG(5)/4, chap. II.

⁴ Voir E/ESCAP/TARN/WG(3)/4, chap. II.

communications pour l'organisation de la dix-neuvième session de ce groupe de travail à Almaty (Kazakhstan), en juin 2014.

C. Facilitation des transports

Objectif immédiat: promouvoir la circulation fluide et sans entrave des marchandises, des voyageurs et des véhicules par la route et par le rail dans l'ensemble de la région, notamment aux points de passage des frontières.

14. Le Réseau régional d'experts juridiques et techniques sur la facilitation des transports a été créé à l'intérieur du Cadre stratégique régional pour la facilitation des transports routiers internationaux. À ce jour, 88 demandes ont été reçues d'experts en facilitation des transports dans 28 pays. La première réunion du Réseau régional s'est tenue à Phuket (Thaïlande) les 10 et 11 février 2014, pour lancer officiellement le Réseau et discuter de ses activités futures.

15. Le Gouvernement de la Fédération de Russie a financé un rapport sur l'étude préliminaire concernant un cadre régional de coopération pour faciliter les transports ferroviaires internationaux qui a été rédigé par le secrétariat et sera examiné lors d'une réunion d'experts en septembre 2014. Il sera ensuite discuté au cours d'une réunion régionale sur la facilitation des transports ferroviaires internationaux prévue en décembre 2014. En décembre 2013, les principaux résultats de l'étude préliminaire avaient été publiés dans la première édition de la *Monograph Series on Transport Facilitation of International Railway Transport in Asia and the Pacific* (ST/ESCAP/2681).

16. Suite au succès de la première Concertation destinée à renforcer la connectivité des transports en Asie du Sud et du Sud-Ouest, tenue à Dhaka en juin 2013, la deuxième Concertation a eu lieu à Lahore (Pakistan) les 9 et 10 décembre 2013. La Concertation sur le développement économique et les transports dans les zones frontalières de l'Asie du Sud orientale a été organisée à Shillong (Inde) les 4 et 5 décembre 2013, en coopération avec les autorités de l'État de Meghalaya (Inde) et la Banque asiatique de développement (BAsD).

17. Le secrétariat, en coopération avec la BAsD, a contribué à une série d'ateliers de formation nationaux sur des mécanismes de surveillance intégrés et durables pour le commerce et la facilitation des transports dans les pays suivants: Bhoutan (10-15 mars 2014); Népal (15-17 avril 2014); et Bangladesh (28 et 29 avril 2014). Ces ateliers avaient pour but de doter les équipes d'études nationales des compétences et du savoir nécessaires se rapportant aux éléments essentiels des mécanismes de surveillance, notamment à la méthodologie temps/coût-distance élaborée par le secrétariat.

18. Le secrétariat, en collaboration avec la BAsD, a co-organisé un atelier sur la sécurité et l'efficacité des transports transfrontaliers pour le Programme de coopération économique pour la sous-région de l'Asie du Sud, du 9 au 11 octobre 2013 à Bangkok, pour promouvoir l'application des modèles de facilitation des transports élaborés par le secrétariat. Cet atelier a été suivi d'ateliers nationaux au Bhoutan, en janvier 2014 et en Inde, en mars 2014 pour discuter de l'application pratique du modèle de transport transfrontalier sécurisé de la CESAP. Les ateliers ont servi de support à l'application pilote du modèle au transport de marchandises bhoutanaises en transit à travers l'Inde.

19. Dans le cadre d'un projet réunissant la CESAP, la Commission économique pour l'Afrique et la Conférence des Nations Unies sur le

commerce et le développement, visant à renforcer les capacités des autorités de contrôle des agents de transport à améliorer l'efficacité du transport transfrontalier dans les pays en développement sans littoral et de transit, le secrétariat a organisé la première réunion des groupes de coordination pour la facilitation des transports au Kazakhstan, au Kirghizistan et au Tadjikistan; elle s'est tenue à Almaty (Kazakhstan) en février 2014. La réunion finale est prévue à Bishkek en août 2014.

20. Le secrétariat a continué de soutenir la formulation d'un accord sur la facilitation des transports routiers internationaux avec la participation des Gouvernements membres de l'Organisation de Shanghai pour la coopération. La Secrétaire exécutive de la CESAP a participé à la Réunion des premiers ministres des États membres de l'Organisation de Shanghai pour la coopération, à Tachkent en novembre 2013, pour promouvoir la signature dudit accord et renforcer la collaboration entre la CESAP et cette organisation.

21. Dans le cadre de son action pour la formulation et la mise en œuvre de mesures de facilitation des transports, le secrétariat a organisé à Beijing, les 22 et 23 avril 2014, la première réunion de consultation sur l'instrument juridique conçu pour rendre opérationnels les services de transport de transit le long de la Route d'Asie. La prochaine réunion devrait avoir lieu à Incheon (République de Corée), en octobre 2014.

D. Logistique des transports

Objectif immédiat: aider les pays à élaborer des politiques en matière de logistique et de transport et à renforcer le professionnalisme et la compétence des prestataires de services logistiques.

22. Le secrétariat a continué de collaborer avec les transitaires, les opérateurs de transport multimodal et les prestataires de services logistiques nationaux en Asie et dans le Pacifique par l'échange de savoir et de bonnes pratiques. Dans le cadre de cet effort, deux réunions ont été organisées à Beijing en juin 2014: la Conférence/Forum régional annuel de transitaires, d'opérateurs de transport multimodal et de fournisseurs de services logistiques; et la Réunion des dirigeants des associations nationales de transitaires, d'opérateurs de transport multimodal et de fournisseurs de services logistiques.

23. Le secrétariat, conjointement avec l'Association nationale cambodgienne des transitaires, a organisé à Phnom-Penh, du 18 au 20 décembre 2013, un atelier de formation de formateurs sur la logistique et la gestion des chaînes d'approvisionnement pour les transitaires. En collaboration avec l'Association des transitaires internationaux du Myanmar et l'Académie de l'aviation de Singapour, un cours de formation a été organisé à l'intention des chargeurs, des agents de chargeurs et des transitaires à Yangon, du 28 octobre au 1er novembre 2013. Le cours portait principalement sur le transport aérien de marchandises dangereuses pour renforcer les capacités de l'industrie de la logistique dans la manipulation des marchandises dangereuses et promouvoir la sûreté et la sécurité des transports dans la région.

24. Dans le cadre du projet intitulé « Développement des systèmes logistiques efficaces et efficaces », avec le soutien du Gouvernement chinois, le secrétariat poursuit la préparation d'une étude régionale sur l'utilisation des systèmes intégrés de services d'information sur la logistique, s'inspirant des recommandations du Séminaire régional sur la mise au point de systèmes de

logistique efficaces et efficaces, qui s'est tenu à Hangzhou (Chine), les 7 et 8 mai 2013. Deux réunions d'experts ont eu lieu en 2014: l'une à Beijing en mars et l'autre à Séoul en mai. La dernière réunion d'experts devrait avoir lieu à Bangkok en octobre 2014 tandis qu'une réunion régionale est prévue en décembre 2014.

25. Après la publication en 2011 des *Directives concernant les normes minimales et un code de conduite pour les transitaires, les transporteurs maritimes non exploitants de navires et les opérateurs de transport multimodal*, le secrétariat a effectué des recherches supplémentaires sur les caractéristiques particulières des prestataires de services de logistique non traditionnels et les problèmes qu'ils commencent à rencontrer. À partir de ces recherches, une cartographie analytique des services fournis et des rôles complexes joués par les fournisseurs modernes de services de logistique a été établie et le *Guide to Key Issues in Development of Logistics Policy* publié en décembre 2013.

E. Financement et participation du secteur privé

Objectif immédiat: promouvoir la coopération régionale entre les secteurs public et privé pour le financement et l'entretien des infrastructures.

26. En vertu de la résolution 69/6 de la Commission sur l'application de la Déclaration de Téhéran en vue de promouvoir les partenariats public-privé (PPP) dans le développement des infrastructures en Asie et dans le Pacifique pour le développement durable, le secrétariat a commencé à effectuer des études de cas sur les projets de partenariats public-privé dans la région en 2014. La première étude sur les risques provenant de l'incertitude de la demande dans les PPP, dont le système de transport en commun de Bangkok fournit l'illustration, a été publiée en ligne⁵. Le secrétariat a également mis à jour et stocké diverses ressources sur les PPP, notamment des informations sur les unités et les programmes de PPP en Asie et dans le Pacifique, sur un outil permettant aux gouvernements d'effectuer une évaluation préalable à un PPP et un cours gratuit en ligne sur les PPP, toutes disponibles sur le site Web de la CESAP⁶.

27. Le secrétariat a également entrepris un projet au titre du Compte de l'ONU pour le développement pour le renforcement des capacités du Bhoutan, du Cambodge, du Myanmar et de la République démocratique populaire lao dans la conception et la gestion des PPP pour le développement infrastructurel. Le secrétariat a envoyé des missions préparatoires au Bhoutan (25-26 février), en République démocratique populaire lao (13-14 mars), au Myanmar (26-28 mars) et au Cambodge (28-30 avril) pour des consultations avec des responsables sur les activités qu'il conviendrait d'organiser dans le cadre du projet. Des forums nationaux secteur public-secteur privé et un atelier sous-régional sur les PPP en Asie du Sud-Est sont prévus au cours du second semestre de 2014.

F. Sécurité routière

Objectif immédiat: aider les pays de la région à respecter leurs engagements vis à vis de la Décennie d'action pour la sécurité routière (2011-2020).

28. Conformément au Plan mondial pour la Décennie d'action pour la sécurité routière 2011-2020 et en vertu de la résolution 66/6 de la

⁵ www.unescap.org/resources/ppp-case-study.

⁶ www.unescap.org/our-work/transport/financing-and-private-sector-participation/resources.

Commission « Améliorer la sécurité routière en Asie et dans le Pacifique », le secrétariat a organisé, en coopération avec la Commission économique pour l'Europe, en décembre 2013, le premier Forum Europe-Asie sur la sécurité routière. Les participants ont discuté des principales conventions de l'ONU sur la sécurité routière et partagé des données d'expérience interrégionales, notamment sur les progrès accomplis récemment en matière de sécurité routière dans leurs pays respectifs⁷.

29. Avec le soutien de l'Institut asiatique de technologie à Bangkok, le secrétariat a animé, du 10 février au 6 mars 2014, un programme de formation sur la sécurité routière et la gestion de la circulation à l'intention de responsables de la République populaire démocratique de Corée. Dix responsables experts du Ministère des terres et de la production de l'environnement et d'autres départements et organismes concernés de ce pays ont participé au cours. Les responsables ont fait savoir que le cours leur avait permis d'améliorer leurs connaissances dans la conception et la planification de routes plus sûres et de mesures pour une gestion efficace de la circulation routière.

30. Le secrétariat a participé au Forum 2014 des politiques et des donateurs qui s'est tenu à Melbourne (Australie) du 5 au 7 mai 2014, dans le cadre de la Décennie d'action. Des décideurs de haut niveau et des représentants du secteur privé de l'Asie et du Pacifique ont pris part à ce forum pour discuter de questions pertinentes ayant trait à la sécurité routière, notamment de stratégies pour effectuer des interventions de sécurité routière sur une plus grande échelle dans la région, et au développement durable dans le programme de développement pour l'après 2015. Le secrétariat a été représenté dans un groupe de discussion et les participants ont été informés des discussions en cours sur le programme de développement pour l'après 2015, notamment des objectifs fixés pour la sécurité routière. Les priorités pour la région feraient l'objet d'une présentation à la deuxième Conférence ministérielle mondiale sur la sécurité routière qui serait accueillie par le Brésil à la fin de 2015.

G. Développement durable des transports

Objectif immédiat: renforcer la connaissance et la compréhension des diverses options en matière de transport de fret pouvant contribuer à réduire la consommation d'énergie et les émissions.

31. Le secrétariat continue d'aider les pays membres à mettre en place des systèmes de transport durables. A cet égard, une réunion régionale d'experts sur les options pour une politique de développement durable des transports a été organisée à Incheon (République de Corée) pour échanger des données d'expérience sur le sujet. La réunion a permis aux partenaires du développement, aux experts internationaux et aux représentants des pays d'établir une collaboration et de créer des partenariats. Le secrétariat est en train d'achever une étude sur les grandes orientations pour le développement durable des transports, englobant l'ensemble des transports, les transports urbains et les transports maritimes.

32. Le secrétariat est également en train de préparer une série de notes de synthèse sur les transports durables, notamment la planification intégrée des transports, les transports publics et les transports non motorisés. D'autres

⁷ On trouvera un rapport actualisé sur la situation de la sécurité routière dans plusieurs pays à l'adresse ci-après:
www.unescap.org/tdw/roadsafety/RegionalProgress2013/RegionalProgress2013.asp.

notes porteront entre autres sur la sécurité routière, le transport rural et les Objectifs du Millénaire pour le développement, les politiques d'entretien et la gestion des matériels et les partenariats public-privé.

33. Pour développer les capacités des responsables aux niveaux national et municipal, le secrétariat envisage d'organiser, au cours du second semestre de 2014, une série d'ateliers sur le développement durable et inclusif des transports. Les ateliers auront pour but d'attirer l'attention sur diverses politiques possibles pour un développement durable et inclusif des transports. Une réunion régionale d'experts est également prévue pour faire la synthèse des enseignements tirés des ateliers et recommander des activités pour l'avenir.

34. Le secrétariat poursuit sa promotion de l'utilisation du modèle d'évaluation des émissions (ForFITS (futurs systèmes de transport intérieur) pour évaluer les choix en ce qui concerne les politiques d'atténuation élaborées au travers d'un projet entrepris au titre du Compte de l'ONU pour le développement. Le modèle a d'ailleurs été présenté aux membres de l'Association de coopération économique Asie-Pacifique au cours de son deuxième atelier sur l'empreinte carbone qui a eu lieu à Kunming (Chine), le 20 mai 2014.

35. Le secrétariat collabore également avec le Centre des Nations Unies pour le développement régional et l'Agence allemande de coopération internationale pour promouvoir des politiques de fret et de logistique écologiques dans les pays membres et établir un cadre régional pour de telles politiques.

H. Les transports et les Objectifs du Millénaire pour le développement

Objectif immédiat: encourager la prise en compte des Objectifs du Millénaire pour le développement dans la planification et l'exécution des interventions régionales dans le secteur des transports.

36. Les infrastructures et services de transport jouent un rôle important dans la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le développement car ils fournissent un accès physique aux marchés intérieurs et internationaux, aux emplois et aux services sociaux. Un financement destiné au projet entrepris au titre du Compte de l'ONU pour le développement intitulé « Renforcement, dans les pays qui ont des besoins particuliers, des capacités de concevoir et d'appliquer des politiques de développement économique et social propres à accélérer le progrès vers la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le développement » s'est concrétisé à la fin de 2013. À cet égard, une série d'études de cas sectorielles et par pays sur la collaboration transsectorielle pour atteindre les Objectifs du Millénaire dans certains pays les moins avancés est en cours de préparation. Un atelier sur le lancement de projets organisé en mai 2014 a mis en lumière l'engagement des États membres en faveur d'initiatives transsectorielles et souligné le rôle de l'accès et des services de transport.

I. Transports maritimes interinsulaires

Objectif immédiat: aider à définir les moyens d'améliorer la régularité, la fiabilité et le coût des services des transports maritimes dans les pays archipélagiques et les pays insulaires en développement.

37. Suite à l'adoption de la Déclaration de Suva sur l'amélioration des transports maritimes et des services connexes dans le Pacifique⁸ par la Réunion de haut niveau sur le renforcement des transports maritimes et la logistique dans les pays insulaires du Pacifique qui s'est tenue à Suva du 23 au 25 juillet 2013, le secrétariat a commencé à rechercher un soutien financier en vue d'activités futures à l'appui de la Déclaration.

J. Interconnexion des réseaux sous-régionaux de transport

Objectif immédiat: identifier les obstacles physiques et non physiques à la connectivité entre les sous-régions et créer une instance pour le renforcement de la collaboration entre les organismes sous-régionaux chargés du développement des transports.

38. Une étude comparative sur les principaux accords sous-régionaux dans la région a été achevée en 2013 avec la participation d'experts nationaux et de membres du Réseau régional d'experts juridiques et techniques sur la facilitation des transports. L'étude a été présentée à un séminaire consacré aux aspects juridiques de la connectivité entre sous-régions qui s'est tenu en février 2014.

39. En coopération avec le Bureau sous-régional de la CESAP pour l'Asie du Sud et du Sud-Ouest et le Bureau sous-régional pour l'Asie du Nord et l'Asie centrale, le secrétariat prévoit d'exécuter un projet au titre du Compte de l'ONU pour le développement intitulé « Renforcement de la connectivité des pays de l'Asie du Sud et de l'Asie centrale, en particulier des pays sans littoral et des pays les moins avancés, pour les raccorder aux réseaux de transport et de commerce sous-régionaux et régionaux ».

III. Questions à examiner

40. Les délégations sont invitées à examiner les activités décrites dans le présent document et à informer le Forum des progrès accomplis aux niveaux national et régional dans la mise en œuvre du Programme d'action régional pour le développement des transports en Asie et dans le Pacifique, phase II (2012-2016).

⁸ Voir E/ESCAP/FAMT(2)/6.